

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°79 - 13 juin 2011

Où mène le suivisme à l'égard du FMI, de la BCE, de l'UE ?

- Politique - Au Parti Socialiste - Primaires socialistes -

Date de mise en ligne : mardi 14 juin 2011

Démocratie & Socialisme

Les « indignés » de la Puerta del Sol à Madrid avaient écrit, sur une grande banderole : « Faites du bruit, les Grecs s'endorment » et sur la place Syntagma, les « indignés » grecs ont répondu « Allons nous continuer à dormir ? » Du coup la division de la gauche grecque s'est arrêtée et tous ont défilé ensemble.

En Grèce :

Dimanche, il y a eu 500 000 manifestants dans tout le pays. Dont 150 000 à Athènes. Tous les soirs, il y a des manifestations et le gouvernement de Papandréou est totalement discrédité, isolé : il y a eu moins de 23 % de votants exprimés lors du dernier vote dans un pays où le vote est obligatoire ! Ses ministres ne peuvent sortir en public sans être hués. Le PASOK qui fut un grand parti, est en pleine crise, laminé par la soumission de son chef aux ordres de la finance internationale.

Le peuple grec ne supporte pas à juste titre que son patrimoine, et 30 grandes entreprises publiques, soit vendu à l'encan, que ses salaires baissent de plus de 20 %, ses retraites de 50 %, que la misère et le chômage se répandent à grande vitesse. Au nom d'une dette qui ne cesse d'augmenter, vu la récession organisée par ses soins, la sale politique du FMI de la BCE et de l'UE Merkel-Sarkozy continue de piller les biens, droits sociaux du pays. Pourtant la dette est illégitime : elle est encore constituée de la dette de la dictature des « Colonels » de 1967 à 1974, de dépenses spéculatives des Jeux olympiques de 2000, des dettes des banques consécutives à la crise dite des subprimes...

La Grèce est le 2ème pays au monde en budget d'armement par rapport à son PIB, croyez-vous que le FMI ait demandé de supprimer ce surarmement ? Non, le FMI a demandé de supprimer les droits sociaux ! Il faut un audit pour faire connaître les origines des dettes publiques, pour les restructurer et choisir celles qu'il faut annuler.

Les syndicats appellent à une grève générale le mercredi 15 juin contre la privatisation des banques, des transports, de l'énergie, des télécommunications, de la poste, des ports et des aéroports. D'ailleurs, depuis 15 jours, indépendamment de tout appel des syndicats ou des partis, les manifestants sont, chaque jour, plus nombreux sur les places centrales des villes du pays.

C'est pareil en Espagne :

Lorsque Zapatero, le 10 mai 2010, en moins de dix minutes de discours s'est rallié aux ordres du FMI et de la BCE, il a perdu 15 points dans les sondages en quelques jours. Les dernières élections municipales ont été un désastre, le désespoir frappe la jeunesse réduite au chômage, et l'abstention massive de la gauche a laissé la droite l'emporter.

Il en est de même au Portugal.

Quiconque veut défendre une politique d'austérité « de gauche », de « priorité au remboursement de la Dette », doit méditer ce troisième vote de dimanche 5 juin 2011 : la gauche démoralisée par la politique du dirigeant socialiste José Socratès s'est effondrée. Il n'y a pas eu transfert des voix à droite, il y a eu un raz-de-marée d'abstention à gauche (40 %) qui a suffi à faire gagner la droite de Pedro Passos Coelho. Le quotidien *Jornal de Notícias* écrit : « Désormais, ce sont donc le PSD [parti libéral de droite] et le CDS [parti conservateur de droite] qui remplaceront le

PS pour devenir les gouverneurs du FMI, de l'UE et de la BCE et appliquer les plans du "marché" pour le protectorat portugais. (...) Si notre système électoral prenait en compte les 40 % [qui se sont abstenus], il y aurait près de 90 sièges vides au prochain Parlement. Et les partis auraient le nombre adéquat de députés qui correspond aux faveurs réelles des électeurs, c'est-à-dire à peine plus de la moitié du total actuel. Ce qui, dans le langage des marchés, correspondrait à la note "pourrie". »

Et en France ?

Alors que la politique pourrie de Sarkozy est au fond du puits, veut-on perdre les élections de 2012 ? Il suffit de laisser entendre qu'on fera en France comme Papandréou, Zapatero et Socratès ! Croit-on qu'on va esquiver la question ? L'autre jour, sur France inter, Dominique Seux, affirmait qu'il fallait interroger les candidats socialistes sur ce point. Et Pierre Moscovici semblait incliner sur une ligne pro-FMI. C'est justement ce qu'il ne faut pas choisir. Cela se pose dès maintenant et va dominer la campagne électorale : c'est la ligne de partage. Si on se plie aux diktats de l'UE, du FMI et de la BCE, on perd l'avance dont la gauche bénéficie actuellement sur Sarkozy. S'il y a ambiguïté, s'il y a hésitation, l'abstention à gauche nous envahira comme à Athènes, Barcelone, Lisbonne. Pour gagner il faut mobiliser, être déterminé, dynamique, annoncer que la Dette est illégitime, qu'on a l'intention d'organiser des commissions d'enquête, de traquer les spéculateurs des banques et des agences de notation, de répartir les richesses en faveur des salariés, pas des banksters. Le chantage à la Dette est l'arme de la droite pour enrichir les riches et ponctionner le salariat : refusons ce chantage ! Priorité au social, pas à la Dette !